

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
CENTRE COMMUNAL D'ACTIONS SOCIALES
Délibération n° 2026-04-002**

Envoyé en préfecture le 27/04/2026
Reçu en préfecture le 27/04/2026
Publié le
ID : 046-264601303-20260421-2026_04_002-DE

Nombre de membres

en exercice : 9 présents : 8 absents : 1 votants : 9 pour : 9 contre : 0 abstention : 0

L'an deux mille vingt-six, le 21 avril à 20h00

se sont réunis en séance ordinaire sous la présidence de Monsieur Maxime HUG, président, les membres du Conseil d'administration sur la convocation qui leur a été adressée.

Date de convocation du Conseil d'administration : 14 avril 2026

Date d'affichage : 14 avril 2026

Présents : Mmes MORINIERE Agnès, MURAT Marianne, GUINOT Martine, LASCOUT Michèle, MERCIER Martine et PETITFILS Martine— MM COLLIN Frédéric, HUG Maxime.

Absent : Monsieur SALES Jean-Pierre (*procuration de Monsieur HUG Maxime*)

Absents excusés : Néant

Mme MERCIER Martine a été élue secrétaire de séance

Objet : Nomination du Vice-Président du C.C.A.S d'Assier

Vu le code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L 123-6 et R 123-18 ;

Le maire, président du CCAS, expose au conseil d'administration qu'il peut, dès sa constitution, élire en son sein un vice-président. Il demande aux candidats à ce poste de se déclarer.

Est candidate : Mme MORINIERE Agnès

Le conseil d'administration procède à l'élection du vice-président au scrutin secret.

1^{er} tour de scrutin

Nombre de bulletins : 9

À déduire (bulletins blancs ou ne contenant pas une désignation suffisante) : 0

Reste, pour le nombre de suffrages exprimés : 9

Majorité absolue : 5

Ont obtenu :

— Mme MORINIERE Agnès : 9 voix (neuf voix)

- Mme MORINIERE Agnès ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée vice-présidente.

Un arrêté de délégation de fonctions et de signature au Vice-Président sera pris par Monsieur Le Président.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus - Certifié conforme.

Le secrétaire de séance
Martine MERCIER

Le Président
Maxime HUG



Le présent extrait de délibération peut être contesté dans un délai de 2 mois à compter de sa publication auprès du Tribunal Administratif de Toulouse-68, rue Raymond IV B.P. 7007-31068 Toulouse Cedex 07